adil de l'Indre

France Rénov'

Rapport d'activité ADIL 36

2024

ÉDITO

Avec 6575 conseils, le niveau des demandes juridiques demeure soutenu en 2024.

La montée des consultations multithématiques souligne la complexité des problématiques que rencontrent les ménages en matière de logement.

La prévention des expulsions ou la lutte contre l'habitat indigne nécessitent plus que jamais une coordination efficace des acteurs.

Les juristes de l'ADIL auront cette année encore consacré beaucoup d'énergie et de temps pour améliorer le traitement des situations de mal logement ou sensibiliser le public accompagné sur les bonnes pratiques et le respect des obligations locatives.

De même, le pôle juridique se renforce avec l'arrivée d'une juriste chargée de la prévention des expulsions.

Ayant répondu à 6409 demandes, les conseillers France Rénov' ont fait face à une réforme d'ampleur du principal dispositif d'aide MaPrimeRénov'.

De nombreuses actions en direction des professionnels ont permis de diffuser les informations sur ces nouvelles aides incitant fortement à produire des rénovations globales de qualité.

Dans le même temps, l'ADIL a obtenu l'agrément Mon Accompagnateur Rénov' et la qualification audit RGE devenus obligatoire pour les ménages mobilisant l'aide MaPrimeRénov' parcours accompagné.

C'est cette équipe dans toute sa diversité d'actions que je tiens à remercier pour son implication.

Jean-Yves Hugon
Président de l'ADIL

Direction de la publication :
Christine Fleuret
Conception graphique :
Agence Com'Bawa
Copyrights :
AdobeStock - ADIL 36

- Dans l'Indre, l'ADIL offre un conseil complet en renseignant également **sur la partie technique et la maîtrise de l'énergie.**

- Structure porteuse de l'**Espace Conseil France Rénov'** départemental, l'ADIL est également membre de ce réseau piloté par l'ANAH.

- Spécialisées en droit immobilier, les conseillères juristes de l'ADIL informent **sur les droits et les obligations** et répondent sur des points précis de la réglementation.

- Le conseil porte aussi bien sur le champ juridique que financier et fiscal.

- L'ADIL de l'Indre dispose également d'un **Observatoire de l'habitat** diffusant des statistiques locales au service des projets immobiliers.

- Cet outil partenarial permet de produire **des études et des publications** au service des acteurs locaux.

Organigramme

Christine FLEURET
Directrice

Pôle juridique

Catherine ORDY
Conseillère juriste

Carine RODET
Conseillère juriste

Hélène MATHELY
Conseillère juriste

Lucie ROLAND-GRIFFON
Conseillère juriste
Chargée de mission prévention des expulsions

Espace Conseil France Rénov'

Stéphane CHARPENTIER
Conseiller énergie
Animateur technique régional

Thierry HOURQUET
Conseiller énergie

Flora BRUNET
Conseillère énergie

Alexis LAMOURE
Conseiller énergie

Richard DESMAISON
Conseiller énergie

Administration

Douchka VOLARIC
Assistante France Rénov'

Aurore BARRAULT
Chargée d'accueil

Observatoire de l'habitat

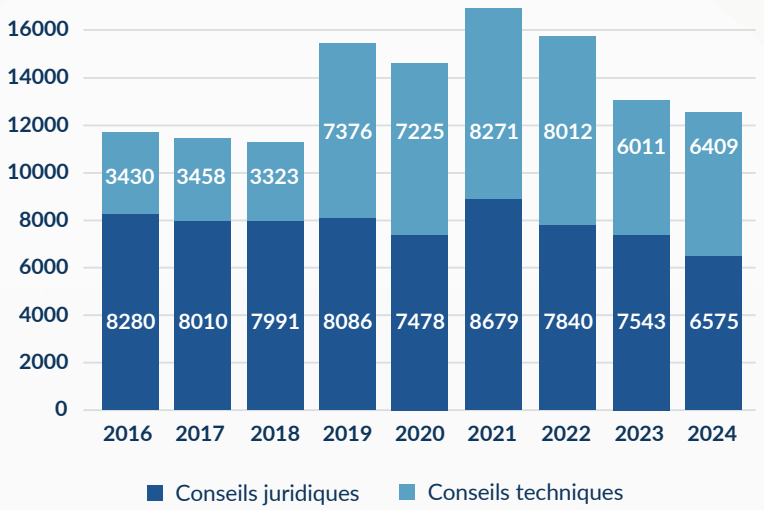
Tatiana VOLARIC
Chargée d'études et de communication

La fréquentation de l'ADIL

12 984
consultations

6 575
Le conseil juridique, financier et fiscal diminue de 12,8% (-968 consultations)

6 409
Le conseil technique et les demandes sur la rénovation énergétique augmentent de 6,8% (+398 conseils)



+1%
8441 conseils délivrés par téléphone soit 65% des demandes

+32%
3 008 conseils réalisés en présentiel
114 en visioconférence

+27%
1087 réponses par courriel

334
demandes traitées lors d'événementiels

Qui se renseigne à l'ADIL ?

94% de particuliers

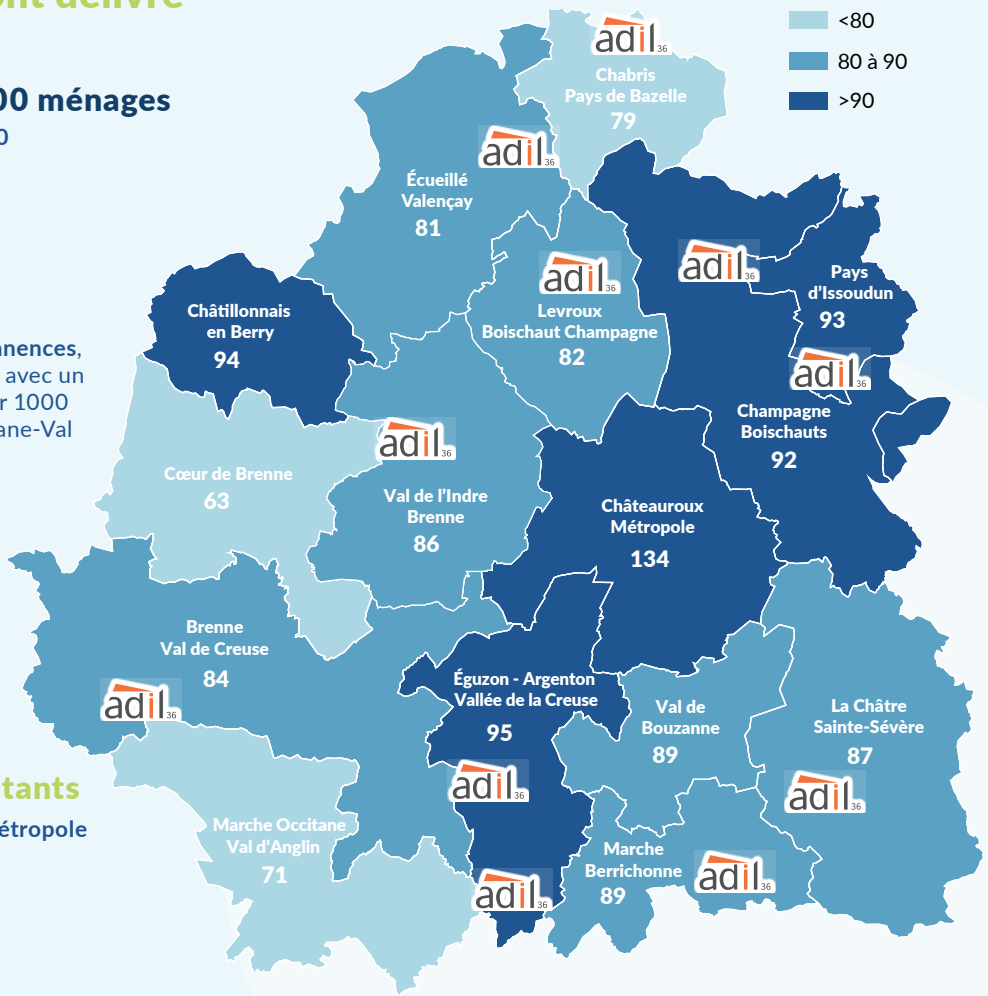
- **53%** propriétaires occupants
- **27%** locataires
- **20%** propriétaires bailleurs

Les consultations par territoire

Les conseillers de l'ADIL ont délivré

104
Consultations / 1000 ménages
61 conseils juridiques / 1000
43 conseils énergie / 1000

Grâce au maillage des **permanences**, aucun secteur n'est délaissé, avec un minimum de 71 conseils pour 1000 foyers dans la Marche Occitane-Val d'Anglin.



43%
des consultants
résident sur **Châteauroux Métropole**

Les permanences de l'ADIL

570 Consultations
249 conseils juridiques (-37)
321 conseils énergie (+69)

dont 32 consultations délivrées à la permanence de la CAF

ISSOUDUN **Mairie** le jeudi de 9h30 à 12h
LE BLANC **Espace France Services** 2e et 4e mercredi du mois de 9h30 à 12h
LE BLANC **Maison de la Rénovation de la Brenne** le jeudi de 9h30 à 17h
ARGENTON-SUR-CREUSE **Hôtel des Services Sociaux** 1er et 3e mercredi de 9h30 à 12h
AIGURANDE **Espace France Services** 3e lundi du mois de 14h30 à 17h
BUZANÇAIS **Osez Rénover** 4e vendredi du mois de 9h30 à 12h
CHABRIS **Espace France Services** 2e vendredi du mois de 14h à 17h
LA CHÂTRE **Espace France Services** 1er mardi du mois de 9h30 à 12h
LEVROUX **Espace France Services** 2e mardi du mois de 9h30 à 12h
VALENÇAY **Espace France Services** 2e vendredi du mois de 9h30 à 12h
VATAN **Espace France Services** 3e vendredi du mois de 9h30 à 12h
ÉGUZON **Mairie** 1er vendredi du trimestre de 9h30 à 12h

Le conseil juridique

6 575 consultations

7543 en 2023

448 consultations multithématiques

7055 thématiques renseignées

Une activité de conseil soutenue

- Malgré un millier de contacts ayant basculé sur l'ADIL du Cher (-12.8%)
- Mieux identifiées, 448 consultations ont touché plusieurs thématiques (+40%)
- En l'absence de nouvelles mesures, les rapports locatifs reculent de 4 points mais demeurent au coeur des sollicitations de l'ADIL (55%)
- Sur le champ de l'amélioration de l'habitat, on mesure l'incidence des besoins d'information sur la nouvelle aide de l'Anah MaPrimeAdapt' et sur la réforme de MaPrimeRénov' (+ 3 points)
- Les projets immobiliers ont du mal à sortir de la zone de turbulence (-1 point) mais le regain d'intérêt pour le volet financier se confirme
- Les situations de mal logement et d'impayés soulèvent des conseils de plus en plus complexes (+54% de consultations multithématiques)

Répartition des thématiques abordées en consultation

	Poids dans l'activité	
Rapports locatifs	55 %	▼
Impayés / expulsions	4 %	►
Mal logement	6 %	▲
Acquisition / vente	9 %	▼
Investissement locatif / fiscalité	5 %	►
Amélioration de l'habitat	14 %	▲▲
Copropriétés (hors travaux)	1 %	►
Droit de l'urbanisme et droit notarial, troubles du voisinage	3 %	▼
Recherche de logement et connaissance de l'offre	2 %	►

Fin 2024, le pôle juridique se renforce avec une conseillère juriste supplémentaire, également chargée de la mission de prévention des expulsions portée pour la DDETSSP (0.5 ETP).

Depuis janvier 2022, l'État a en effet subventionné la mise en place de chargés de mission départementaux dans le cadre de la politique de Prévention des EXpulsions, l'objectif étant de parvenir à une meilleure coordination entre l'ensemble des partenaires.

La location

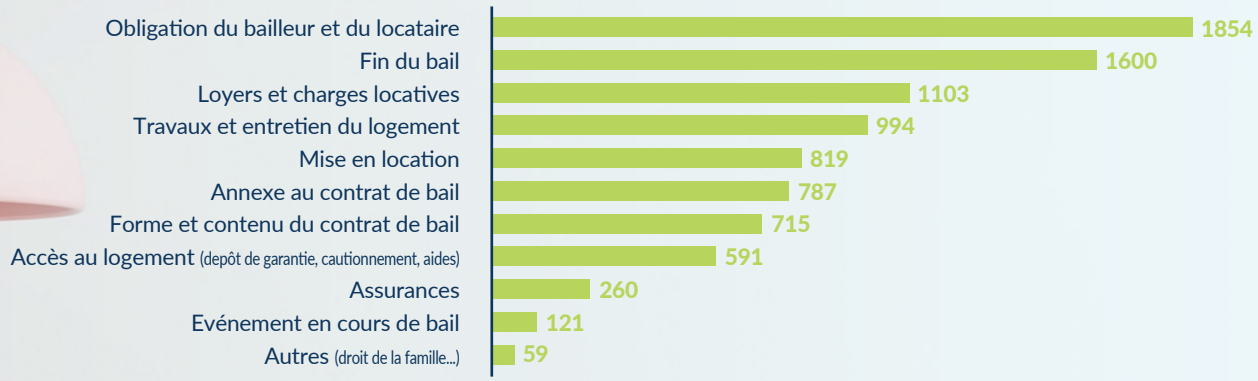
3 564 consultations

4418 en 2023

342 consultations multithématiques

3906 thématiques renseignées

Répartition des thèmes abordés en consultation



Une année en demi-teintes

L'explicitation de la réglementation sur la non-décence énergétique a de nouveau une forte incidence sur la matière locative.

Les conseils sur les obligations du bailleur et du locataire ont été plus présents, de même que les conditions de mise en location et la rédaction du contrat de bail.

Dans un contexte de crise du logement, le départ du locataire et la fin du bail ont soulevé beaucoup moins de demandes (congé du locataire, état des lieux de sortie, restitution du dépôt de garantie...).

Les 10 questions les plus fréquemment traitées

Obligations du bailleur	12,6 %	Rédaction du contrat de bail	6,8 %
Conditions de mise en location	8,6 %	Travaux incombant au bailleur	6,4 %
Obligations du locataire	8,2 %	Congé du locataire	6,2 %
Diagnostics obligatoires	7,2 %	Charges locatives	5,4 %
Fixation, révision, augmentation	7 %	Etat des lieux de sortie	4,2 %

Qui se renseigne sur les questions de location ?

45% locataires du secteur privé

42% propriétaires bailleurs

10% locataires du parc HLM

2% autres

Acquisition - Vente

633 consultations

723 en 2023

51 consultations multithématiques

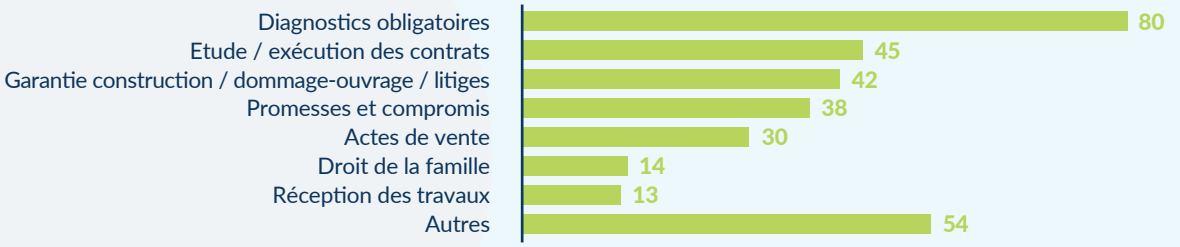
684 thématiques renseignées

Le conseil sur les projets immobiliers tracté par le volet financier

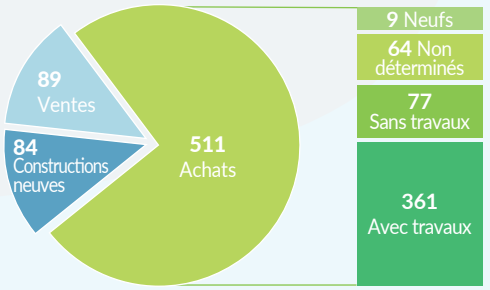
Si l'explication des contrats et la réglementation ont soulevé moins de demandes, la fragile reprise du marché immobilier, à mi 2024, se mesure à travers le conseil en financement :

- **une deuxième année de hausse pour le financement** du projet avec 613 consultations (462 en 2023)
- un recul des aspects juridiques soulevant 316 questions (454 en 2023), dont 307 sur le contrat de vente et 67 sur le contrat de construction, en net retrait.

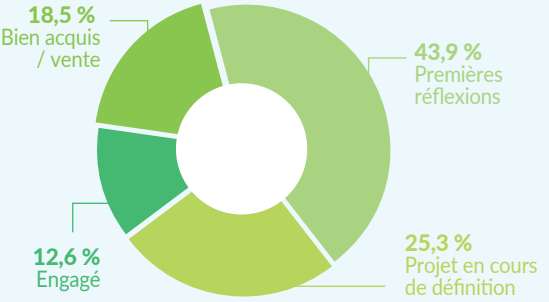
Répartition des thèmes juridiques



Nature du projet



Stade du projet



111 simulations financières

101 en 2023

62% **de locataires**

- 50 locataires du secteur privé
- 19 locataires HLM
- 42 autres statuts

43% **des projets sur Châteauroux Métropole**

- 48 études concernent l'agglomération (46 en 2023)
- 63 concernent les territoires ruraux (55 en 2023)

58% **de biens à rénover**

coûts moyens

- 91 opérations d'achat rénovation ..... 149 828 €
- 15 acquisitions sans travaux ..... 138 120 €
- 5 projets dans le neuf ..... 198 843 €

656€ **de mensualité**

+32€ / 2023

Fiscalité et investissement locatif

194 consultations

258 en 2023

155 consultations multithématiques

349 thématiques renseignées

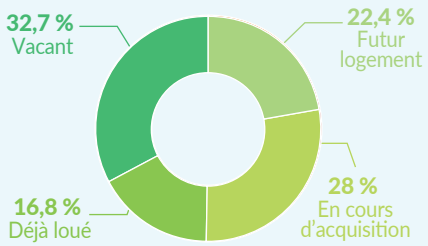
Les avantages fiscaux : la clé d'entrée du conseil

Le dispositif Loc' Avantages attaché aux travaux énergétiques a été explicité 112 fois ; l'avantage fiscal Denormandie sur l'achat-rénovation 22 fois ; le Pinel qui se restreint à l'achat neuf en collectif 11 fois.

Thèmes abordés

- Avantages fiscaux en locatif **107**
- Revenus fonciers et BIC **95**
- Crédits d'impôts d'aide à la personne **63**
- Taxe foncière, taxe d'urbanisme, taxe d'habitation **31**
- TVA, SCI **14**
- Plus value immobilière **11**
- Simulation financière **4**
- Autres **5**

Catégorie de logement



Amélioration de l'habitat

863 consultations

737 en 2023

109 consultations multithématiques

972 thématiques renseignées

Le conseil relatif aux travaux fortement mobilisé

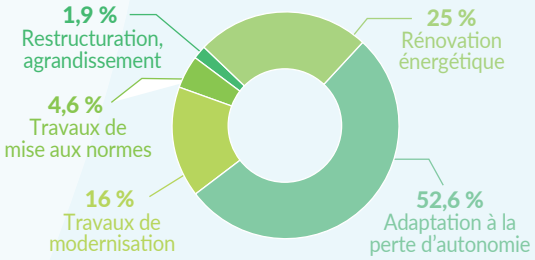
Si l'activité de rénovation énergétique est principalement tractée par l'Espace France Rénov', le conseil juridique et fiscal demeure un complément essentiel pour les projets de travaux.

Les nouvelles aides de l'ANAH, MaPrimeAdapt,' MaPrime Logement Décent, MaPrimeRénov' parcours accompagné, ont eu un impact notable en 2024 : 172 questions ont porté sur la rénovation énergétique et 478 sur l'adaptation du logement à la perte d'autonomie (+54%).

Thèmes abordés

- Prêts et aides **711**
- Litiges artisans / entreprises (malfaçons...) **71**
- Contrats d'entreprise, de maîtrise d'œuvre **33**
- Responsabilités, assurances **12**
- Contenu des devis, factures **12**
- Démarchage abusif **11**
- Autres **49**

Nature des travaux



Mal logement

307 consultations

346 en 2023

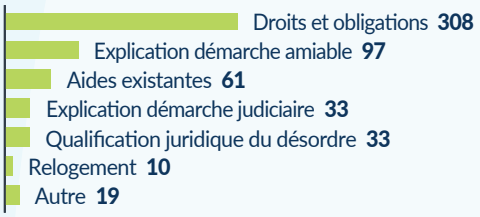
97 consultations multithématiques

404 thématiques renseignées

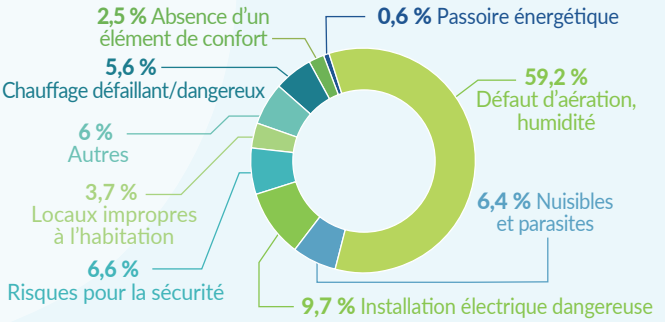
Les situations de logement indigne ou non décent

64% des situations relèvent de l'indécence et 9% de l'insalubrité ou du péril. Les démarches sont très souvent engagées en amont de toute procédure (84%). C'est ainsi qu'à lissue du conseil juridique, 169 logements ont été orientés vers le Pôle Départemental de Lutte contre l'Habitat Indigne (PDLHI) pour lequel l'ADIL mobilise les partenaires en fonction du profil du ménage et des problématiques du logement (CAF, MAS, ARS, service hygiène, opérateur ANAH...).

Thèmes abordés



Nature des désordres



Maintien dans le logement

186 consultations

226 en 2023

74 consultations multithématiques

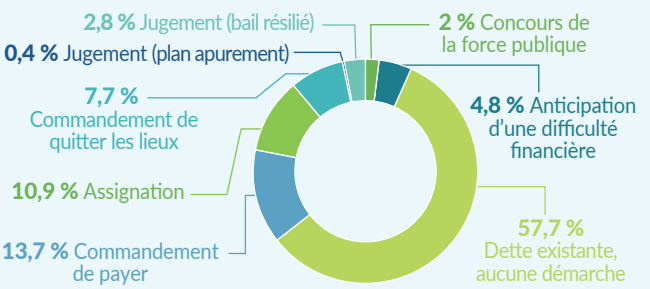
260 thématiques renseignées

Le traitement des impayés et des expulsions

Seules 38% des situations soumises à l'ADIL ont pris un tour contentieux, sachant que 69% émanent du locataire.
A noter également que 57% des ménages sont redevables de 1000 € à 6000 € d'impayés. Les premières causes sont les difficultés budgétaires (25%) et la perte d'emploi (18%).

Thèmes abordés

Stade de la procédure



Le rôle de la chargée de mission PEX est de renforcer les liens entre acteurs et d'améliorer la coordination inter-partenariale au sein du dispositif départemental de Prévention des EXpulsions. Elle assure également la veille juridique, anime des formations à destination des acteurs sociaux et favorise la circulation des informations (newsletter). En travaillant en étroite collaboration avec la DDETSPP, la chargée de mission PEX peut également contribuer aux travaux de la CCAPEX ou à la refonte de la charte de prévention des expulsions.

Marché du logement

130 consultations

144 en 2023

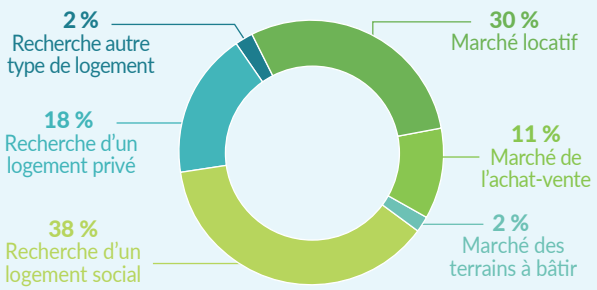
30 consultations multithématiques

160 thématiques renseignées

La recherche de logement en recul

Les sollicitations relatives aux recherches de logement ont décliné de 7%, après un bond de 49% l'an passé.
Le besoin de connaissance du marché local reste prégnant : les informations sur les loyers sont les plus plébiscitées (30%).

Nature des informations



Qui se renseigne sur le marché local ?

21% propriétaires bailleurs

18% propriétaires occupants

46% locataires

16% autres statuts

La connaissance du marché local à travers les études de l'observatoire de l'habitat permet de parachever les informations juridiques, financières et techniques délivrées à l'ADIL, offrant un conseil complet au service des projets.

En 2024, l'ADIL de l'Indre a réalisé sa troisième enquête Observatoire Local des Loyers dans le cadre du réseau national constitué par le Ministère en charge du Logement et animé par l'ANIL.

L'OLL 36 a obtenu l'agrément du Ministère du Logement (JO du 28 août 2024). observatoires des loyers.org

L'Espace Conseil France Rénov'

6409 consultations

6011 en 2023

ESPACE CONSEIL — France Rénov' — Le service public pour mieux rénover mon habitat

Un niveau d'aide inédit pour la rénovation d'ampleur

Après un fléchissement de 25% en 2023, les demandes sur la rénovation énergétique se stabilisent en 2024.

Les informations de premier niveau progressent cette année de 15%. On peut y lire l'incidence de la réforme des aides de l'ANAH avec la création du nouveau dispositif MaPrimeRénov' parcours accompagné entré en vigueur au 1er janvier 2024.

Le niveau très incitatif de la principale aide à la rénovation globale pour tous les niveaux de ressources a été contrecarré par les nombreux soubresauts réglementaires des premiers mois. Dénotant d'une certaine indécision des ménages, le nombre de conseils approfondis délivrés à l'ADIL a reculé de 22% après la forte progression enregistrée sur 2023.

En revanche, la dynamique s'est bien poursuivie du côté des travaux d'ampleur accompagnés (+24%).

Le programme SARE

Service d'Accompagnement à la Rénovation Énergétique

62% des consultations des conseillers France Rénov' ont généré cette année 3994 actes d'informations, de conseils et d'accompagnements, dans le cadre du programme SARE.

Fléché sur le réseau France Rénov' depuis quatre ans, ce dispositif national, financé par des Certificats d'Economies d'Energies (CEE), est déployé localement par la Région Centre-Val de Loire.

2504

A1 1er niveau d'information

Répondre à la question du ménage tout en l'incitant à aller plus loin

2178 en 2023

1343

A2 Conseil personnalisé

Informations sur les aides et financements mobilisables selon le projet et la situation du ménage

1723 en 2023

3994 actes SARE

4019 en 2023

145

A4 Accompagnement aux travaux de rénovation globale

117 en 2023

A4 : préparation et suivi du chantier

. Visite de site
. Evaluation énergétique
. Scénarios de rénovation
. Aide à la définition du programme de travaux
. Analyse des devis
. Plan de financement
. Appui aux demandes d'aides
. Aide au suivi des travaux
. Prise en main du logement rénové

+ 2 ACTES B1
1er niveau d'information petit tertiaire privé

503 conseils sur la construction neuve, le démarchage, le photovoltaïque, l'assainissement, l'électricité, la mobilité, les déchets et les écogestes ne sont pas comptabilisés dans les actes SARE.

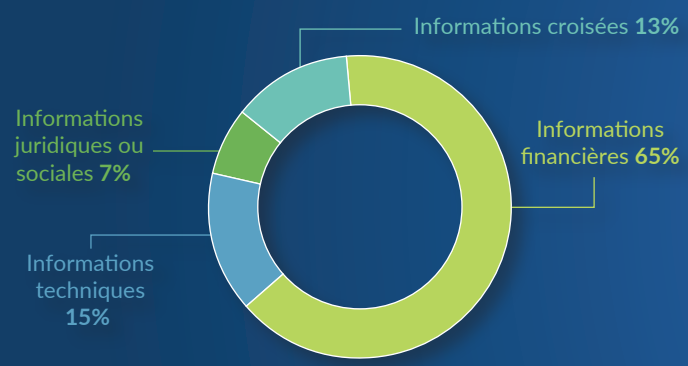
L'Espace Conseil France Rénov'

Des projets plus qualitatifs

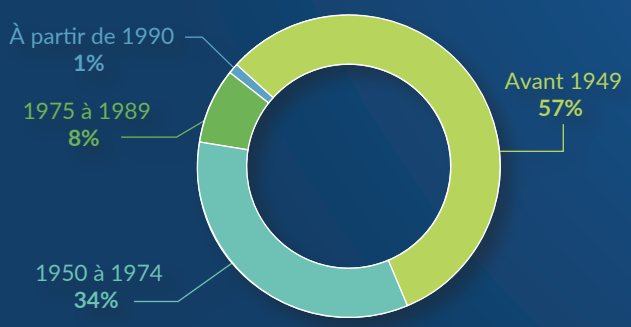
Après le niveau hors normes des années frappées par les dispositifs à 1 €, l'heure est à une meilleure profondeur du conseil personnalisé : consacrée à l'étude du projet, cette étape essentielle et souvent complexe permet d'aboutir à des travaux plus cohérents, plus ambitieux et d'enclencher plus de rénovations d'ampleur.

Les propriétaires occupants, qui suscitent 93% des demandes, représentent 85% des projets de rénovation globale accompagnés par les conseillers France Rénov'. Les propriétaires bailleurs, qui eux soulèvent 6% des demandes, représentent au final 15% des rénovations d'ampleur.

La nature des informations



La période de construction du logement



Le mode de contact

63% des conseils sont donnés par téléphone

30% des conseils sont délivrés en entretien présentiel

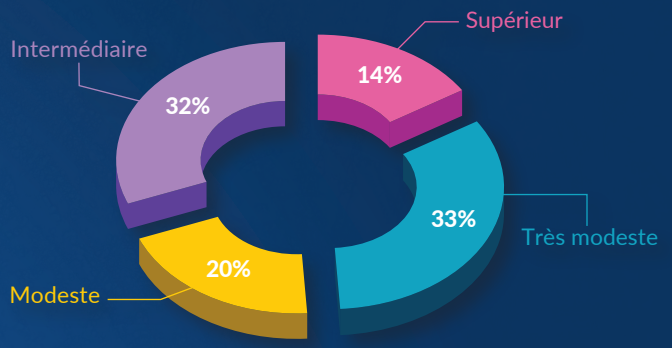
3% par mail

3% lors d'événements

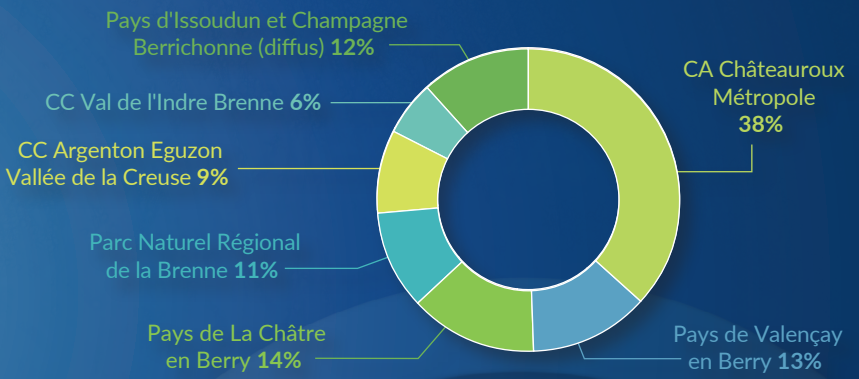
Niveaux de ressources / aides financières

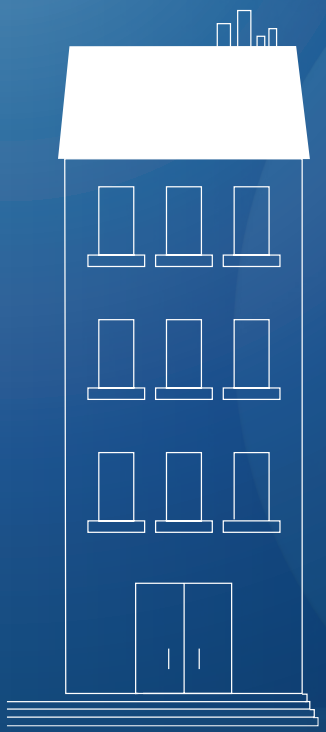
53% des ménages relèvent des plafonds de ressources très modestes et modestes de l'ANAH : si le projet remplit les conditions d'une rénovation globale, ils peuvent être accompagnés dans le cadre des OPAH.

Les ménages à revenus intermédiaires et supérieurs (46%) peuvent quant à eux être accompagnés par l'Espace Conseil France Rénov' (actes A4 et A4 bis).



Répartition des demandes par territoires / OPAH / diffus





Répartition des actes par EPCI

- CC Écueillé - Valençay **233**
- CC Châtillonnais en Berry **123**
- CC de la région de Levroux **112**
- CC Chabris - Pays de Bazelle **108**
- CC de La Châtre et Sainte-Sévère **346**
- CC du Val de Bouzanne **125**
- CC de la Marche Berrichonne **141**
- CC Brenne - Val de Creuse **311**
- CC Marche Occitane - Val d'Anglin **95**
- CC Cœur de Brenne **69**
- CC Éguzon - Argenton - Vallée de la Creuse **450**
- CC Val de l'Indre - Brenne **250**
- CC Champagne - Boischaut **238**
- CC Pays d'Issoudun **286**

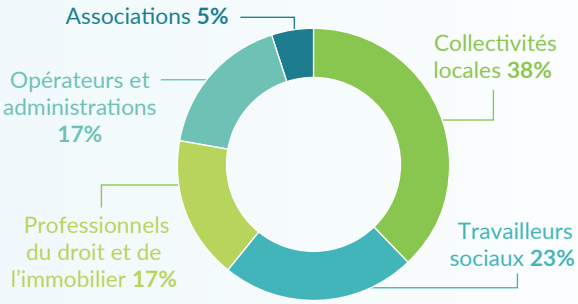
1644 actes pour Châteauroux Métropole

475 actes pour la Maison de la Rénovation de la Brenne

L'ADIL & les acteurs locaux

Une compétence juridique au service des professionnels

Dans le cadre d'une veille réglementaire, l'ADIL est amenée à répondre aux questions des partenaires (10% des conseils juridiques) et à faire connaître les nouveaux textes en assurant des actions d'information.



Un rôle d'observation des pratiques et des marchés

À partir de son activité de conseil, l'ADIL contribue à la connaissance du marché du logement et des demandes exprimées par les particuliers. Cette vocation a été renforcée par les missions de l'Observatoire de l'Habitat.

L'Observatoire Départemental de l'Habitat, un outil d'aide à la décision

- **Au service des particuliers** dans le cadre d'un conseil sur le marché immobilier
- **Au service des partenaires** à travers la production d'analyses sur le marché local qui contribuent également à l'orientation et au suivi des politiques publiques

Publications de l'observatoire

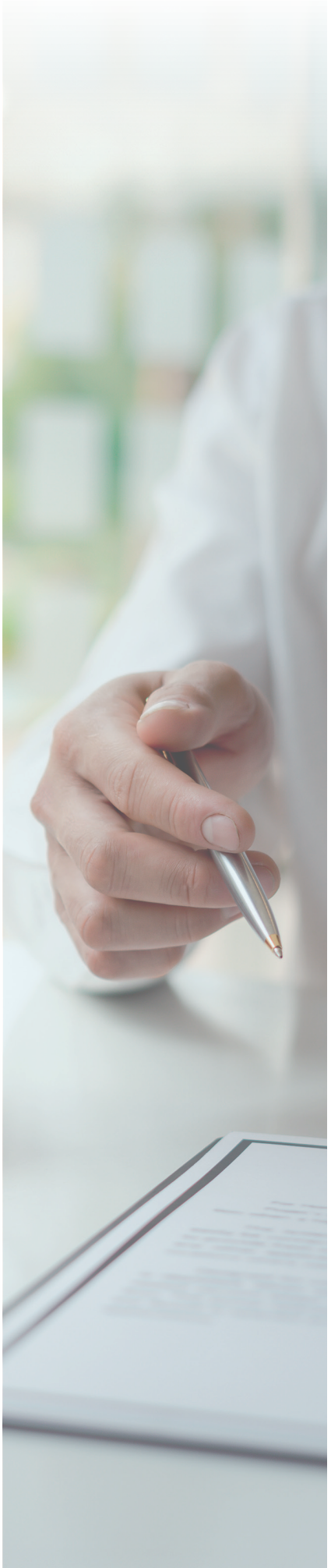
- L'édition annuelle
- L'observatoire du logement social
- L'enquête sur la vacance dans le parc locatif
- Le suivi trimestriel de la vacance HLM
- L'indicateur des terrains à bâtir
- L'observatoire Local des Loyers
- L'observatoire du marché immobilier
- Étude sur le parc locatif communal dans l'Indre

observatoires des loyers.org
le réseau des observatoires locaux

L'implication locale

En tant qu'expert consultatif, l'ADIL est associée aux dispositifs et instances spécialisées :

- Commission Locale d'Amélioration de l'Habitat (CLAH)
- Comités de pilotage des Opérations Programmées d'Amélioration de l'Habitat de Châteauroux Métropole, Issoudun, Val de l'Indre-Brenne, Châtre en Berry, Parc de la Brenne, Vallée de la Creuse (OPAH)
- Comité de pilotage de la Plateforme Territoriale de Rénovation Energétique de la Brenne (PTRE)
- Rencontre bimestrielle des partenaires habitat de Châteauroux Métropole
- Comité de pilotage du Programme Local de l'Habitat de Châteauroux Métropole (PLH)
- Conférence Intercommunale du Logement de Châteauroux Métropole (CIL)
- Comités de projet Action Cœur de Ville de Châteauroux et d'Issoudun
- Comités de pilotage Petites Villes de Demain d'Ardentes-Déols, d'Argenton-St-Gaultier, La Châtre-Ste Sévère, Buzançais - Villedieu-sur-Indre (PVD)
- Comités de pilotage des Espaces France Services
- Comité responsable du Pôle Départemental de Lutte contre l'Habitat Indigne (PDLHI)
- Comité technique de Lutte contre l'Habitat Indigne (co-tech LHI)
- Comité responsable du Plan Départemental d'Actions pour le Logement et l'Hébergement des Personnes Défavorisées (PDALHPD)
- Commission de Coordination des Actions de Prévention des Expulsions locatives (CCAPEX)
- Commission de surendettement de la Banque de France (membre suppléant)
- Commission du Fonds de Solidarité Logement (FSL)
- Conseil Départemental d'Accès au Droit (CDAD)
- Conseil d'Administration de l'OPAC 36
- Commission énergie de la Chambre d'Agriculture



Le partenariat avec les professionnels

Interventions auprès des professionnels

- Fédération Française du Bâtiment FFB - Aides financières
- Chambre des métiers et de l'artisanat et CAPEB - Réforme et aides financières
- Plombiers - Chauffagistes GRDF - Rénovation globale et perspectives de l'hybridation et du gaz vert
- Réunion acteurs de l'immobilier à Le Blanc (OPAH RU) - Aides aux travaux
- Architectes UNSFA - Aides financières
- Association des Maires de l'Indre - Obligations des logements locatifs et aides aux travaux
- Directeurs Caisse d'Epargne Loire Centre - Financement 2024
- Conseillers Crédit Agricole - DPE et aides financières
- Artisans CEGEMA ARTIPOLE - Aides financières
- Agents immobiliers Century 21 - Aides financières
- Présentation de l'édition annuelle de l'Observatoire de l'Habitat

Interventions auprès des publics fragiles

- Ateliers «Loc' en règle» et permanences «Eco-gestes» à l'appartement pédagogique
- 6 sessions dans le cadre du Contrat d'Engagement Jeunes (CEJ) Missions locales de Châteauroux et d'Issoudun
- Atelier Office Technique Départemental d'Insertion et de Formation
- 7 visites de logement pour le Fonds de Solidarité Logement (impayés d'énergie)
- Dispositif de Prévention et de Remobilisation (Lycée Technique Blaise Pascal)

L'animation technique régionale

Stéphane Charpentier assure à mi-temps des missions de soutien technique auprès des conseillers du réseau régional

- **Hotline** :
toujours autant de difficultés pour obtenir des réponses rapides et claires au niveau national malgré l'assistance sur les aides.

- **Veille réglementaire technique et financière** :
élaboration de documents d'analyse ; échanges avec les autres réseaux ; remontées au niveau régional ou national des difficultés de terrain (ADEME/ANAH/ANIL).

- **Espace documentaire de l'espace collaboratif** :
partage des FAQ/QR et des documents de référence dans IntraRénov'.

- **Assistance ADEME, Région, vie du réseau, partenaires** :
mise à jour de documents et outils de référence (Simul'aides, guide des aides financières, documents-types SARE).

- **Assistance technique à la production d'outils de communication** : rédaction de contenus techniques, relecture des productions.

La communication

Une présence régulière dans les médias locaux

- Interventions dans «Les experts» et «Le bureau des questions» sur France Bleu Berry
- Campagnes publicitaires : Nouvelle République, Bus de ville
- Permanence de l'ADIL dans la rubrique «À l'agenda» ou «Utile»
- Articles dans l'Écho du Berry, la Nouvelle République, les Clés de l'Immo

La sensibilisation du public

- Portes ouvertes de l'Eco Campus
- Salon de l'habitat
- Portes ouvertes des Espace France Services d'Écueillé
- Réunion publique sur le permis de louer à Argenton-sur-Creuse
- Village des services - IUT de Châteauroux et d'Issoudun
- Journée nationale d'Accès au Droit
- Programme Eco'Energétique / GRDF : Réunion de restitution des résultats de la campagne thermographique du Poinçonnet
- Conférence avec le CAUE sur la rénovation en géo/biosourcé
- Permanences avec Action Logement auprès des salariés de Louis Vuitton à Issoudun et Condé
- Parcours Rénovation Leroy Merlin
- Forum coordination gérontologique à Aigurande

La communication digitale

Le flux des visites sur le site **www.adil36.org** atteint 228 019 consultations (+8,6%) pour 46 338 internautes (+25%).

Podium du fil d'actualités juridiques

- Prime sortie de vacance : 2614 clics
- Logement des jeunes : 1696 clics
- Décret PTZ : 1547 clics

Podium du flux d'actualités énergie

- Plafonds MaPrimeRénov' 2024 : 3162 clics
- Le guide des aides financières 2024 : 2404 clics
- Ajustements MaPrimeRénov' : 1235 clics

Une newsletter toujours plus suivie

Avec 1 852 abonnés, la diffusion de la newsletter mensuelle s'accroit de 6 % et son taux de lecture atteint 49% (+4).

Les réseaux sociaux

ADIL Espace France Rénov' 36
87 publications d'une portée totale de 20 718 vues

@ADIL36_FRANCERENOV

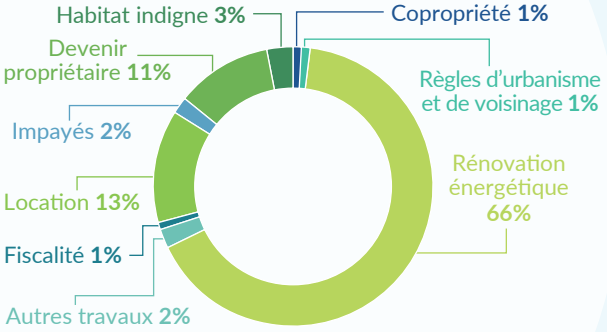
ADIL 36 Espace conseil France Rénov'

ADIL36 Espace Conseil France Rénov'

Prendre son rendez-vous en ligne

1025 RDV ont été pris à partir du site de l'ADIL 36 (732 en 2023) :

- 663 RDV en présentiel dont 134 sur les permanences
- 279 RDV téléphoniques
- 83 RDV en visio

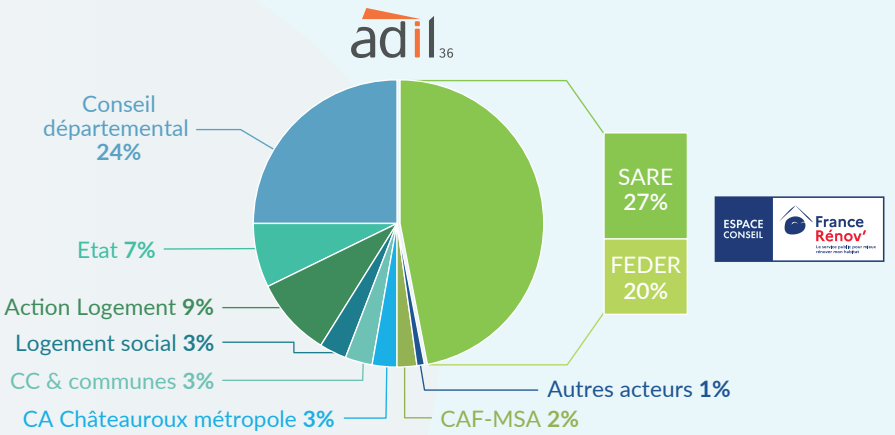


Les ressources de l'ADIL

La répartition du financement en 2024

Un quart du budget de l'ADIL est porté par le Conseil Départemental, tandis que l'État et Action Logement participent à hauteur de 16% au financement de l'agence.

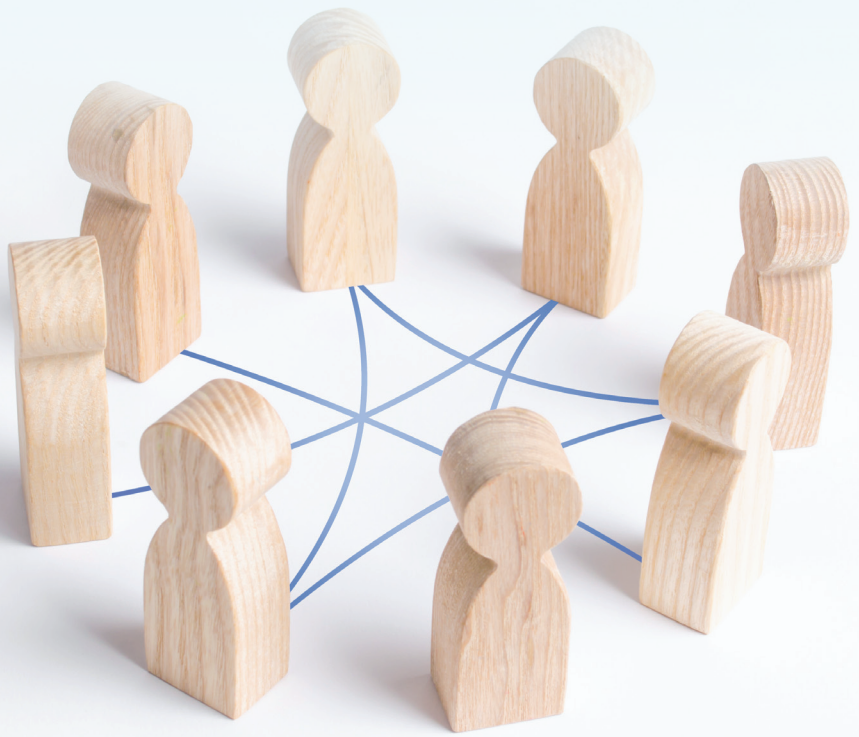
Le Conseil Régional, via le programme SARE et les fonds européens du FEDER, le Conseil Départemental, ainsi que le Syndicat Départemental d'Énergies de l'Indre (SDEI) contribuent au fonctionnement de l'Espace Conseil France Rénov'.



La participation des collectivités locales

En 2024, 95% des communes du département ont contribué au financement de l'association.
Les EPCI sous convention et les villes disposant de permanences versent une subvention.
Les communes adhérentes règlent une cotisation suivant leur poids démographique :

- 55 € (moins de 1 000 habitants)
- 88 € (de 1 000 à 2 000 habitants)
- 145 € (plus de 2 000 habitants)



Les membres de l'ADIL

L'ADIL est issue d'un large partenariat local garantissant l'indépendance du fonctionnement, l'objectivité du conseil et la gratuité du service.

Le bureau

Président
Jean-Yves HUGON, Conseiller Départemental de Châteauroux.

Vice-présidents
Virginie CORBERAND, Directrice générale de SCALIS
Hubert JOUOT, Président de l'UDAF
Rik VANDERERVEN, Directeur Départemental des Territoires

Secrétaire
Emmanuel MARDON, Membre du Comité Régional Action Logement

Trésorier
Pascal LONGEIN, Directeur général de l'OPAC 36

Le conseil d'administration

1er collège
- Action Logement
- OPAC 36
- SCALIS
- Crédit Agricole
- Caisse d'Épargne
- FNAIM
- Crédit Mutuel
- UNSFA

2ème collège
- UDAF
- Familles Rurales
- UNPI
- AFOC

3ème collège
- DDT
- AMI
- Conseil Départemental
- CAF
- Châteauroux Métropole
- Issoudun
- SDEI
- CAUE

4ème collège
- **Jacky Chapelot,** acteur de l'immobilier
- **Bruno Emile,** Directeur de l'IUT de l'Indre
- **Alexandre Martin,** Président de Forepabe
- **Sylvie Quillon,** Directrice territoriale Soliha Indre

Le **Conseil d'administration du 12 décembre 2023** a arrêté la candidature de personnes qualifiées dans le domaine du logement ou de la statistique au sein du 4e collège créé pour l'agrément Observatoire Local des Loyers (OLL).

L'assemblée générale

1 Offreurs de biens et services concourant au logement

ActionLogement
CENTRE OUEST Le bon sens a de l'avenir
OPAC 36 OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT
Polylogis | Scalis
Crédit Mutuel LA banque à qui parler
CAPEB L'Artisanat du Bâtiment
FNAIM
FFB INDRE
Unsfa L'union des Architectes
Pôle Habitat FFB
GRDF GAZ RÉSEAU DISTRIBUTION FRANCE

2 Représentants des usagers

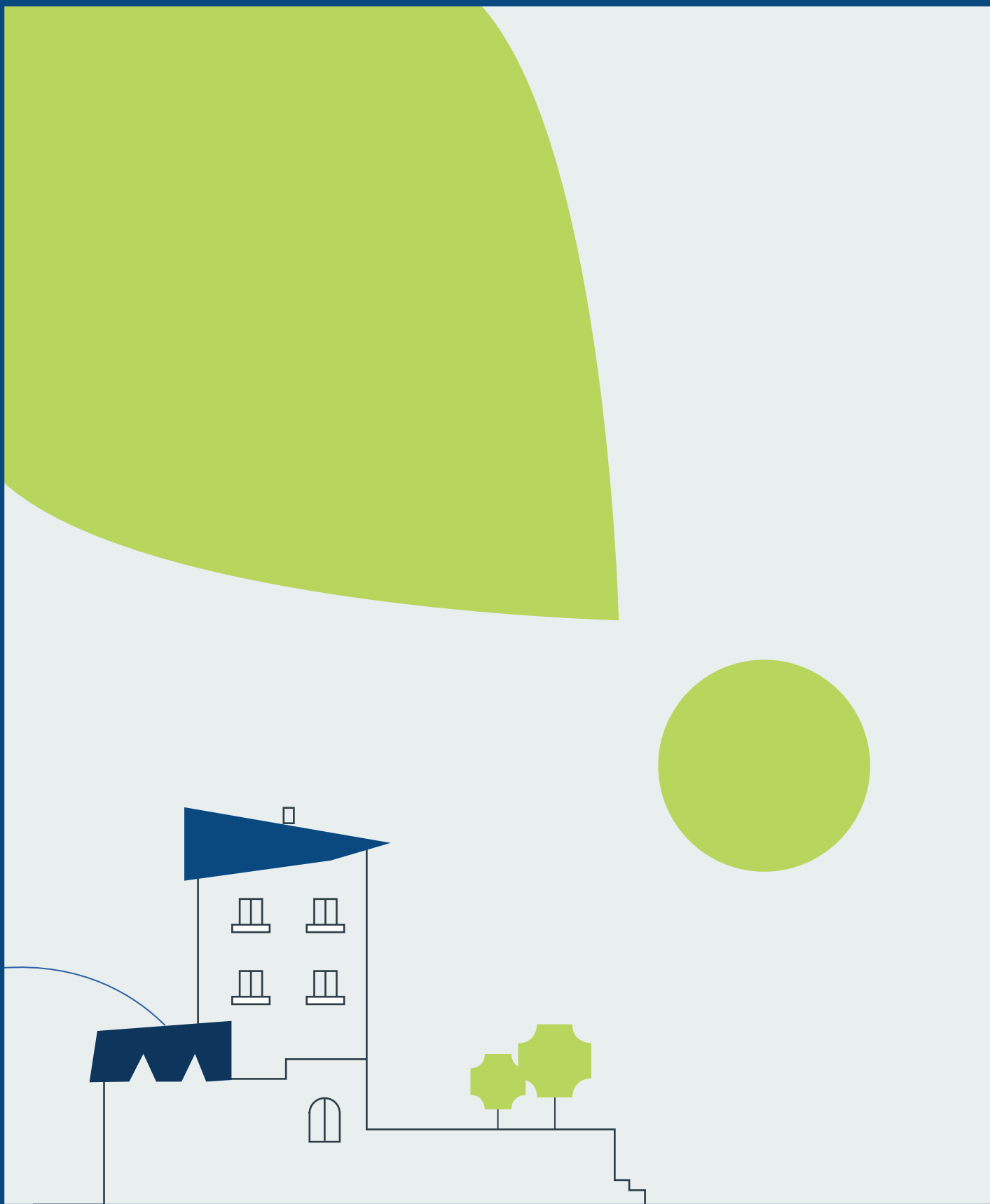
Udaf Indre UNIS POUR LES FAMILLES
UNPI PROPRIÉTAIRES ENGAGÉS
Familles rurales VIVRE MIEUX ! INDRE
AFOC

3 Pouvoirs publics et organismes d'intérêt général

INDRE LE DÉPARTEMENT
Liberté • Égalité • Fraternité RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
CHÂTEAUROUX MÉTROPOLE
ALLOCATIONS FAMILIALES Caf de l'Indre
SDEI Syndicat Départemental d'Energies de l'Indre
AMI36 ASSOCIATION DES MAIRES DE L'INDRE
msa santé famille retraite services
CMA Chambre de Métiers et de l'Artisanat CENTRE-VAL DE LOIRE
AGRICULTURES & TERRITOIRES CHAMBRE D'AGRICULTURE INDRE
CAUE 36

4 Personnes qualifiées dans le logement ou la statistique

L'Assemblée Générale Extraordinaire du 12 décembre 2023 a créé un 4ème collège composé de personnes physiques dans le cadre de la demande d'agrément Observatoire Local des Loyers (OLL).



Création graphique Agence COM'BAWA - 02 54 08 90 50

ADIL 36 I 1, place Eugène Rolland - Centre Colbert - Bât I - 36000 CHÂTEAUROUX I Tél. : 02 54 27 37 37 I www.adil36.org